« Les communes ont prouvé toute leur utilité »

ERIC DEFFET

L es communes et leurs bourgmestres sont en première ligne depuis le début de la crise. Ce sera encore le cas ce lundi avec la réouverture des commerces. « Le dialogue avec Comeos ou les associations locales de commerçants s'est bien déroulé. Cette étape a été préparée. Les pouvoirs locaux ont surtout cherché à ne pas pénaliser davantage les petites rues commerçantes et les magasins de proximité », résume Maxime Daye (MR), président de l'Union des villes et communes de Wallonie.

Maxime Daye est aussi bourgmestre de Braine-le-Comte, en Hainaut : « Sur le terrain, les bourgmestres sont les ambassadeurs des décisions prises à d'autres niveaux de pouvoir, dont le Conseil national de sécurité à propos des commerces. Nous devons être des pédagogues parce que ces décisions ne sont pas toujours simples à comprendre ou à appliquer. »

Les communes ont aussi joué un rôle essentiel dans la distribution des masques aux citoyens, déterminante ces jours-ci: « J'ai été surpris, mais 100 % des communes wallonnes ont pris des initiatives pour acheter des masques, parfois en jouant la carte de la supracommunalité. Le 4 mai, 27 % d'entre elles avaient entamé la distribution. Les filtres en provenance du fédéral vont par contre nous arriver au compte-gouttes. »

Le gouvernement wallon n'a pas voulu se substituer aux pouvoirs locaux : « La dynamique était positive, la Région n'a pas cherché à réinventer la roue, elle nous a fait confiance. C'est une belle reconnaissance pour l'autonomie communale. Mieux encore : la Wallonie a débloqué deux euros par habitant pour nous aider à acheter ce matériel. »

Il faudra tirer les leçons de cet épisode: « Les communes sont régulièrement au centre du débat politique. Elles sont aussi critiquées. Dans une période aussi tourmentée, elles ont prouvé leur utilité. De même pour les groupements de communes d'ailleurs. Nos interlocuteurs devront s'en souvenir le moment venu. »

Un impact horrible

Ce moment n'est plus très éloigné: après le déconfinement, il faudra calculer l'impact de la pandémie sur les finances régionales. « On sait déjà que cet impact sera horrible », dit Maxime Daye. « Les additionnels à l'impôt des personnes physiques sont une ressource essentielle pour nos budgets. Avec le chômage, les faillites et les pertes de revenus en général, cette recette va se tarir. Les années 2021 et 2022 seront très pénibles. »

Pour avoir une vision claire de la situation, l'UVCW a demandé aux 262 directeurs financiers de nourrir un document commun qui reprendra les augmentations de dépenses et les baisses de recettes liées à la crise. De quoi développer un argumentaire précis lorsqu'il faudra dégager des solutions : « Nous devrons mettre très vite le doigt sur les problèmes pour ne pas reporter la charge sur les citoyens. »

Le représentant des communes wallonnes sait déjà qu'il devra plaider en faveur des CPAS qui seront confrontés à une nouvelle pauvreté. Des priorités devront aussi être établies dans les dossiers d'investissement.